

Avec l'élection du Parti libéral

Retour à la case départ pour l'Intersyndicale

Mars 2003, afin de pallier le problème structurel de financement qui frappe le transport scolaire, le gouvernement Landry s'engage à y injecter des fonds additionnels de 85 millions \$. Pour l'Intersyndicale CSD-CSN-FTQ sur le transport scolaire, qui a multiplié les représentations et les pressions auprès du gouvernement, c'est un pas dans la bonne direction. Cette injection devrait, en effet, permettre de négocier pour les chauffeurs d'autobus scolaire des augmentations minimales de salaires de sept pour cent par année pour les trois prochaines années.

Avril 2003, le Parti québécois est défait aux élections par le Parti libéral, c'est un retour à la case départ pour l'Intersyndicale réunissant la CSD et la CSN, la FTQ ayant décidé de faire cavalier seul.

Premier contact

Dès le mois de juin, l'Intersyndicale établit un premier contact avec le nouveau ministre de l'Éducation, Pierre Reid, qui a préféré rencontrer séparément chacune des parties. « Il s'est montré sensible à la précarité dans laquelle vivent les chauffeurs d'autobus scolaire, il nous a dit qu'il essayerait d'accélérer le dossier, mais il n'a pris aucun engagement. Il nous a plutôt conseillés d'être plus visibles sur la place publique, de faire ce que nous avons à faire afin d'amener le gouvernement à réagir », explique **Jean-Luc Harel**, coordonnateur de la région de Québec et responsable à la CSD de la coalition intersyndicale sur le transport scolaire.

Lors de cette rencontre, le ministre a également fait part de son intention de contacter les commissions scolaires. Car si le ministère de l'Éducation établit les budgets dont dispo-

seront les commissions scolaires pour assurer le transport de leurs élèves, les commissions ont, quant à elles, le loisir d'utiliser une partie des montants qui leur sont alloués pour acheter différentes fournitures dont elles ont besoin.

Après que le ministre ait rencontré séparément chacune des parties, la coalition a souhaité le rencontrer à nouveau, mais, cette fois en compagnie de la FTQ et des associations patronales, l'Association des propriétaires d'autobus du Québec (APAQ) et l'Association du transport écolier du Québec (ATEQ) afin de mener une action concertée, de livrer un seul et même message relativement à la problématique du financement du transport scolaire, mais cette rencontre conjointe n'aura finalement pas lieu. Le ministre a, en effet, refusé de tenir une réunion conjointe de tous les intervenants de l'industrie, choisissant de les rencontrer séparément à la fin du mois d'octobre.

Parallèlement, la coalition a organisé différentes actions sur le terrain, afin de sensibiliser les parents à la situation que vivent les chauffeurs d'autobus scolaire. « Par



exemple, dans la première semaine du mois de novembre, une lettre signée conjointement par les présidents de la CSD, François Vaudreuil, et de la CSN, Claudette Carbonneau, sera distribuée aux parents pour les sensibiliser à la réalité vécue par les chauffeurs d'autobus. Par la suite, un grand rassemblement réunissant les chauffeurs d'autobus scolaire, membres des syndicats de la coalition, se tiendra en début du mois de novembre », souligne **Michel Dufour**, conseiller syndical à la négociation.

Un salaire dérisoire

« C'est aberrant en 2003 de toucher 18 000 ou 19 000 \$ pour 35 heures de travail, mais, en fait, ce qu'on nous

demande, c'est 50 heures de disponibilité. Qui est-ce qui peut vivre décemment avec aussi peu que 300 \$ par semaine ? », dénonce **Mario Bouchard**, président du Syndicat des chauffeurs d'autobus scolaire, région de Québec.

C'est dérisoire comme salaire et pour éviter d'en avoir encore moins, les chauffeurs d'autobus scolaire ont été contraints de renoncer aux protections que leur accordait le régime d'assurance collective, ils ont dû sacrifier des jours de congé, des congés de maladie. « Nos conditions de travail sont déplorables, notre pouvoir d'achat a chuté au cours des dernières années, en plus, on exige de nous de plus en plus de qualifications,



Mario Bouchard

Quelques chiffres

Le transport scolaire, c'est :

- ✓ 8 102 autobus, minibus, véhicules adaptés auxquels s'ajoutent 1 829 berlines pour un total de 9 931 véhicules ;
- ✓ 622 087 élèves transportés matin et soir ;
- ✓ un total de 973 932 kilomètres parcourus par tous les types de véhicules durant l'année scolaire 2001-2002 ;
- ✓ un coût moyen de 679 \$ par élève transporté matin et soir, basé sur le kilométrage quotidien moyen.

Source : Ministère de l'Éducation, indicateurs de gestion 2001-2002

on nous oblige à suivre des cours, mais personne n'en tient compte, on ne reconnaît pas notre compétence, ni notre expérience », ajoute-t-il.

Chef de famille monoparentale avec deux enfants, Mario Bouchard est obligé comme la plupart de ses collègues, d'exercer un second emploi pour être capable de joindre les deux bouts. Il avoue qu'il a du mal à comprendre qu'un chauffeur qui transporte de la bière ou qui fait la cueillette des ordures ménagères puisse gagner plus cher qu'un chauffeur d'autobus scolaire, comme il considère injuste l'écart de rémunération qui existe entre un chauffeur affecté au transport urbain et un chauffeur d'autobus scolaire.

« Notre responsabilité est énorme, nous transportons des enfants, pas de la marchandise. Nos comportements, nos agissements sont scrutés à la loupe, nous sommes constamment exposés à la critique que ce soit des parents, de notre employeur ou de la commission scolaire. Le stress est parfois difficile à supporter, pourtant, mon travail, j'y crois encore », lance Mario Bouchard.

Il apprécie particulièrement les efforts déployés par la CSD pour redonner aux chauffeurs d'autobus scolaire la possibilité d'exercer leur métier dans la dignité et le respect. *« Nous nous sentons appuyés par la Centrale, elle est à l'écoute de tout ce que nous vivons. Avec elle, nous avons une chance que nos revendications soient entendues à Québec et ainsi de goûter à cette justice sociale*

dont le gouvernement Charest parle tant, mais sans rien faire », mentionne-t-il. Il ne cache pas que la prestation des représentants de la CSD lors de la rencontre avec le ministre Reid l'a particulièrement impressionné.

Des revendications

Pour corriger le problème du sous-financement, l'Intersyndicale réclame la mise sur pied d'une table nationale de négociation réunissant le gouvernement et les différents acteurs de l'industrie. Cette table traiterait de tout ce qui touche aux salaires et aux avantages sociaux, laissant à chaque établissement le soin de discuter des autres éléments de la négociation.

« Nous revendiquons aussi la valorisation du métier de chauffeur d'autobus scolaire. C'est un métier exigeant qui demande beaucoup de qualités et de compétences, il est temps que le ministère de l'Éducation, les commissions scolaires et les parents s'en rendent compte et traitent chacun d'eux avec tout le respect auquel ils ont droit », affirme Gaëtan Daigneault, responsable du transport scolaire au sein des Secteurs réunis Public et parapublic CSD.

L'Intersyndicale réclame également l'établissement d'une véritable politique de sécurité dans le transport, ce qui aurait pour avantage de définir très précisément le rôle et les responsabilités de chacun des intervenants du transport scolaire. ☺